

Redonner souffle et inspiration à la recherche sur les femmes[1]

Ce texte voudrait proposer quelques réflexions sur les avancées et les impasses des études féministes, et plus largement des études sur les femmes, sans prétendre traiter ce sujet à fond. On insistera, d'une part, sur certains développements qui ont mené, paradoxalement, à des situations sans issue. D'autre part, on essaiera de démontrer comment il serait possible de réaliser des progrès importants, à condition de sortir de ces impasses. Nos propos supposent une attitude critique, qui vise à une discussion.

Partons d'un bref rappel historique. La résurgence du mouvement féministe, au cours des années 1970, a donné son élan à la recherche et à l'enseignement sur les femmes dans les universités. Ces activités se sont organisées au sein de différentes disciplines, principalement mais non exclusivement celles des sciences sociales et des sciences humaines. Dans certaines institutions, les études féministes ont été regroupées dans un centre ou un institut pluridisciplinaires. Toutefois, les chercheuses féministes ont toujours souligné le caractère critique, voire révolutionnaire de leur démarche, en regard des disciplines établies. Longtemps on a opposé, par exemple, la sociologie des femmes, inspirée par le féminisme, à « la sociologie établie, celle de l'ordre masculin, y compris ses variantes critiques, marxistes et radicales². » On retrouve de semblables énoncés dans des travaux féministes de philosophie, d'épistémologie, de sciences religieuses, de linguistique, d'analyse littéraire, etc. Le même genre d'opposition a surgi d'ailleurs de la recherche sur les groupes victimes de discrimination ethnique, raciale ou autre, avec l'idée, par exemple, d'une « *black sociology* » ou d'une littérature gai et lesbienne, etc.

Avec le recul, on peut s'interroger sur les raisons qui ont conduit les chercheuses féministes à opposer leurs théories et leurs méthodes à celles qui étaient couramment appliquées dans leur discipline. Même les courants de pensée critiques, voire contestataires, ont été identifiés comme les autres au discours dominant, masculin par définition. Le problème n'est pas de nature épistémologique, il est beaucoup plus terre-à-terre. Il résulte de l'absence des hommes, de leur refus implicite, non formulé, de s'engager dans le travail de critique et de rénovation de la pensée associé au féminisme. Au cours des années 1970 et 1980, un grand nombre d'universitaires, hommes et femmes, s'inspiraient bien de la pensée marxiste sans être pourtant des ouvriers et des ouvrières. Or, la recherche sur les femmes s'est organisée en l'absence des hommes, bien qu'ils n'en aient jamais été exclus. Elle s'est constituée en ghetto féminin, ce qui paraît normal encore aujourd'hui et n'inquiète personne. Toutefois, cette situation est lourde de conséquences.

En effet, la reconnaissance des travaux sur les femmes produits par les femmes demeure très faible, que ces travaux soient ou non explicitement féministes. Certes, la reconnaissance officielle de ces travaux par l'université, pour l'accession à un emploi ou à un grade, est acquise, à peu de chose

près. Par contre, la pertinence de ces travaux, leur contribution à l'une ou l'autre des disciplines auxquelles ils se rattachent, ne sont pas reconnues. Les hommes lisent peu ou ne lisent pas du tout les livres et les articles qui portent sur les femmes; ils les citent rarement. Ils n'en tiennent pas compte et ils ne leur accordent pas d'importance. De temps en temps, on voit en France quelque intellectuel de renom qui s'intéresse momentanément à la problématique féministe; on ne sait pas bien s'il faut s'en réjouir ou s'en affliger. Toutefois, dans le cours normal des choses, tout se passe comme si les études sur les femmes étaient l'équivalent académique du tricot, de la broderie et autres ouvrages réservés aux dames. Les pionnières des études féministes, il y a plus de 30 ans, ont cru que l'attitude des hommes à cet égard changerait peut-être avec le temps. Il n'en fut rien.

L'historienne Micheline Dumont, dans un livre paru récemment où elle dresse le bilan de plusieurs décennies de recherche, affirme, exemples à l'appui : « Les femmes ont été exclues de l'interprétation du passé de l'humanité, et la nouvelle interprétation que les historiennes proposent n'infléchit guère le récit majoritaire³. » Cette remarque pourrait s'appliquer aux autres disciplines des sciences sociales ou humaines. Comme l'écrit Françoise Collin dans un numéro de la revue *Recherches féministes*, en présentant le point de vue de Dumont et d'autres auteurs, « quelle que soit l'avancée de la problématique féministe, celle-ci n'a pas été assumée par l'espace général du savoir⁴ ». Toutefois, cela ne représente peut-être que la pointe de l'iceberg. En effet, les hommes s'intéressent-ils aux résultats du travail intellectuel des femmes, en général, sur quelque sujet que ce soit? Leur relative indifférence à l'égard de ce travail n'est-elle pas plus significative encore que leur manque d'intérêt pour la problématique féministe? Notons bien qu'il existe des exceptions, c'est-à-dire quelques femmes que les hommes considèrent comme exceptionnelles, sans doute parce qu'*ils* s'intéressent à leurs travaux.

Il conviendrait donc de s'interroger sur l'espace général du savoir, pour reprendre l'expression de Françoise Collin. N'y a-t-il pas lieu d'observer qu'il a toujours été masculin et qu'il le demeure? En effet, les hommes y détiennent le pouvoir du nombre et surtout l'autorité et la légitimité. Ils ont aussi le privilège de définir les conditions et les règles de la concurrence, celles du discours et du débat. Les femmes sont parvenues à occuper une place, aussi étroite soit-elle, dans l'économie et dans la haute finance, dans les rangs supérieurs de l'administration privée ou publique, dans la politique, dans l'armée et dans le sport, y compris le football et le hockey. L'univers de la pensée serait-il le dernier bastion des hommes — la « grande pensée » : la théorie, les systèmes, les doctrines, les modes de formalisation et d'organisation du savoir? Cette réalité représente-t-elle seulement un des vestiges de l'histoire, en voie de disparition? Au contraire, est-ce qu'elle ne constitue pas une dimension fondamentale, un élément déterminant des rapports entre les hommes et les femmes?

Actuellement, il existe toutefois un type particulier d'études sur les femmes, qui suscite beaucoup d'intérêt, ce qui peut à première vue paraître contradictoire : ce sont les études qui s'orientent vers la solution de problèmes sociaux, les problèmes des femmes, en l'occurrence. En effet, il est frappant de constater qu'au cours de la dernière décennie, les femmes ont été caractérisées et définies principalement sinon exclusivement par leurs problèmes. Les femmes ont des problèmes, elles font problème — et de ce point de vue, elles sont constituées en objet de recherche. Il suffit pour s'en convaincre de consulter l'un ou l'autre des innombrables manuels américains ou canadiens de sciences sociales, qui s'intitulent, par exemple, *Sociology of Gender* ou *Gender in Society*. Au chapitre de la famille, on traite les questions du divorce, de la monoparentalité et de la violence en milieu familial (une expression bien pudique). Le chapitre sur la sexualité aborde l'avortement, le viol, le harcèlement sexuel et la prostitution. Au chapitre du travail : les salaires insuffisants, la précarité de l'emploi, l'absentéisme, la conciliation entre la famille et le travail (une autre expression pudique), sans oublier le « *glass ceiling* », ce plafond invisible qui limite la mobilité professionnelle des femmes dans les grandes organisations. Le chapitre consacré au thème « femmes et développement » est axé sur

l'analphabétisme, la pauvreté, les problèmes de santé reproductive, etc. On pourrait continuer indéfiniment. Les choses vont bien seulement à l'école, dans les pays du Nord, où les filles dépassent les garçons — mais malheureusement, cela aussi fait problème et génère son quota de recherches. Que faut-il en conclure? Les femmes seraient-elles devenues globalement un problème, un problème social, et à l'échelle planétaire? Ne l'ont-elles pas toujours été? Où se situe alors la nouveauté?

Les femmes, comme toute autre catégorie de citoyens qui font problème, doivent être gérées par l'État et par les différentes instances du contrôle social. Ces instances interviennent dans la sphère familiale, dans les sphères du travail, de l'assistance, de la médecine, etc. On retrouve la problématique des problèmes, sous différentes formes, dans les innombrables études sur les femmes, réalisées par les organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux, nationaux ou internationaux. Une part importante de cette recherche sur les femmes est conçue et mise en œuvre par des chercheuses féministes. Les revendications de certains groupes de femmes sont souvent à l'origine de la demande de recherche, et ces groupes sont parfois associés à la conception et à la réalisation de la recherche. Celle-ci doit, en principe, parvenir à des résultats pratiques et utiles — autrement dit, elle doit servir à formuler, à décrire, à analyser des problèmes, et à proposer des solutions. D'ailleurs, son financement en dépend. Cependant, n'est-ce pas une entreprise pleine de risques, parce que le savoir produit par cette recherche s'inscrit dans une logique de régulation politique des femmes et des soit-disant problèmes des femmes⁵? Peut-être même faudrait-il parler de *gouvernementalité* des femmes pour employer un néologisme à la mode. Aurait-on oublié que le féminisme a précisément remis en question cette manière de concevoir la situation et les conditions de vie des femmes en termes de problèmes? Le féminisme s'est interrogé sur les rapports entre les hommes et les femmes : la nature, la forme, l'organisation sociale de ces rapports. Il a misé sur l'action du mouvement des femmes pour transformer ces rapports.

L'orientation de la recherche vers l'application pratique, technique ou technocratique de ses résultats est une vague de fond à laquelle il ne sera pas facile de résister au cours des prochaines années. D'ailleurs, cette vague a déjà envahi plusieurs champs d'études dans les sciences naturelles aussi bien que dans les sciences sociales. Jean-Marc Lévy-Leblond a démontré comment la dérive de la recherche en physique vers l'instrumentalisme et le pragmatisme a empêché le renouvellement de la théorie dans cette discipline⁶. La stagnation de la théorie accentue en retour cette dérive. La recherche sur les femmes n'a sans doute pas atteint ce stade critique, mais force est de constater qu'elle manque un peu d'inspiration. Elle s'essouffle, bien qu'elle ne cesse de se développer, du moins sous son aspect quantitatif.

La théorie féministe, il importe de le souligner, a fait l'objet de vives controverses. Sa convenance et sa pertinence ont été remises en question par des critiques se réclamant de nouveaux courants de pensée. En résumé, si on en croit ces critiques, cette théorie serait un discours faussement universel et abusivement généralisateur portant sur les femmes et sur les rapports entre hommes et femmes. Ce discours proviendrait d'intellectuelles occidentales, blanches, hétérosexuelles, de classe moyenne. Celles-ci seraient peu soucieuses de prendre en considération la diversité de conditions et de points de vue des femmes. Elles ignoreraient les femmes des autres classes et des autres groupes ethniques, celles des sociétés du Sud, et celles qui appartiennent à des catégories sociales minoritaires au sein de la société. En plus, ce discours aurait pour effet de figer la catégorie femmes, de la rendre immuable, alors qu'il faudrait plutôt la déconstruire. La déconstruction serait la seule manière de tenir compte des frontières mouvantes des genres et des sexualités, des nombreuses formes d'expression de l'identité. Pour conclure, le fait même de théoriser poserait problème.

Ces critiques sont solidaires de l'épistémologie postmoderniste et de la politique de la différence. Elles ont eu une action favorable en forçant une prise de conscience de certaines limites de la démarche qui était celle des théoriciennes féministes, au cours des années 1970 et 1980. Néanmoins,

ces critiques ont aussi des effets pervers. Elles dévalorisent la théorie. Or, seule la théorie rend possible l'organisation des faits, de l'expérience et des connaissances empiriques. Elle les resitue dans un système dont la logique peut précisément donner un sens à la diversité, à l'hétérogénéité, à la variabilité. Sinon, aucune science n'est possible. De plus, en présupposant qu'il n'y ait de connaissance que du singulier, de l'individuel et du particulier, ces critiques refoulent le questionnement fondamental sur les rapports sociaux de sexes. Dès lors, on peut faire uniquement le récit de son expérience personnelle, on peut parler de soi, mais exclusivement de soi, et pour soi.

Bien au contraire, il convient de penser la théorie comme le produit d'un travail collectif. La théorie prend forme dans un cadre intellectuel, au sein d'une culture, mais aussi dans une conjoncture politique, au sens large du terme. Elle est solidaire, par conséquent, du sens donné à l'action. Aussi la théorie féministe et le mouvement féministe sont-ils indissociables. Ils l'ont été d'ailleurs à chacune des étapes qui marquent l'histoire de ce mouvement. Le lien entre les deux est essentiel et nécessaire. Ce sont des livres, et tout particulièrement des ouvrages théoriques, qui ont rallié au féminisme des millions de femmes au cours des années 1970. Ces livres ont donné à ces femmes sinon un langage commun, du moins un espace de réflexion, d'échange, de débat, de même que certains points de repère pour l'action. Actuellement, le renouvellement de la recherche théorique sur les rapports sociaux de sexes peut seul compenser les effets desséchants de la démarche instrumentale sur les études féministes. Plus largement, ce renouvellement peut aussi redonner souffle et inspiration au mouvement.

Remettre en chantier la théorie ne signifie pas que l'on doive revenir aux problématiques des années 1970 ou 1980. Certaines des hypothèses et des propositions qui s'y rattachent sont encore intéressantes et éclairantes. Cependant, les sociétés ont subi d'importantes transformations au cours des dernières décennies. Des changements sans précédent dans l'histoire ont affecté la situation des femmes, leurs droits, leurs rôles et leur statut, de même que leurs discours, leurs représentations d'elles-mêmes, leur vision du monde. Le changement a entraîné aussi bien le meilleur que le pire. En effet, ses conséquences varient selon les régions et les continents, et elles varient selon les sphères et les dimensions de la vie privée ou publique que l'on choisit d'analyser. Les femmes ont fait d'immenses progrès dans certains domaines, mesurables à l'aune des droits, de la liberté, de l'autonomie, de la prise de parole, de la participation à la vie civique, etc. Par contre, certaines de leurs conditions d'existence se sont gravement détériorées. La force de travail des femmes est mobilisée et exploitée sur tous les fronts. L'exploitation sexuelle des femmes, à différentes fins, s'intensifie. Certains acquis des luttes féministes semblent fragiles devant la montée du conservatisme, de l'intégrisme religieux, de la violence guerrière. La théorie doit désormais tenir compte de ces deux versants de l'évolution récente, elle doit aussi tenir compte du cadre de cette évolution dans son ensemble et aux différents paliers, du local au mondial.

Un champ immense, des possibilités inouïes s'ouvrent actuellement à la recherche sur les femmes. Celles-ci peuvent partager le résultat de leur travail, réfléchir ensemble, se concerter à l'échelle de la planète; ce n'est plus une utopie. L'information dont on dispose actuellement est presque illimitée : données brutes, résultats d'études et d'enquêtes, documentation audio-visuelle, numérisée. En plus, les moyens qui permettent l'échange de l'information sont rapides, efficaces et dans certains cas, peu coûteux. Certes, il existe des barrières linguistiques, politiques, culturelles entre les femmes, mais elles ne sont pas infranchissables, elles le sont de moins en moins. Toutefois, pour exploiter ces possibilités, il ne suffit pas d'accumuler l'information, d'augmenter le nombre de banques de données et de sites Internet, de multiplier les réseaux, les partenariats, les projets, les congrès. Il faut aussi que de nouveaux chemins s'ouvrent dans la pensée. Il faut donner, redonner un sens au présent et à l'avenir.

La théorie doit prendre en considération à la fois les conditions objectives de la situation des femmes et les données de leur expérience, aussi bien dans les sociétés du Nord que du Sud. La théorie

doit permettre, en outre, d'analyser cette réalité mouvante sous l'angle des rapports entre les sexes. En effet, penser les femmes veut dire aussi penser les hommes. On a tendance à l'oublier et cet oubli est significatif. Recentrer la théorie sur les rapports entre les hommes et les femmes, est-ce une stratégie de nature à raviver la guerre des sexes? On semble le craindre. Soit dit entre parenthèses, quand y a-t-il eu guerre des sexes? Quand cette guerre a-t-elle cessé? Dès lors, on préfère parler du masculin et du féminin, des genres, de la socialisation, de la construction et la déconstruction des différences, des identités, et des inégalités qui se déploient à l'infini. Toutes ces problématiques sont intéressantes autant que fécondes, cela est incontestable, mais le défi que doit relever la théorie féministe n'est pas seulement d'ordre intellectuel, le défi est politique. Cette théorie concerne aussi bien les hommes que les femmes. En effet, le mouvement des femmes pose, implicitement du moins, la question de la division au sein d'un monde qu'on dit commun. C'est bien cette division qui est universelle et non pas la théorie, comme on l'a parfois déploré. Celle-ci doit expliquer ce qui constitue le fondement de la division entre les sexes et ce qui la maintient. Elle doit aussi montrer l'articulation de cette forme de division sociale et des autres formes. Autrement dit, la théorie doit s'attaquer au noyau dur des rapports entre les hommes et les femmes, qui est l'enjeu véritable du savoir et de la pratique féministes. Il n'est pas question de ressusciter quelque « grand récit » ou quelque « *grand theory* ». D'ailleurs, la théorie n'est pas une, elle est plurielle, de même que l'action est multiforme.

Qu'en est-il du noyau dur? Ne pourrait-on désigner ainsi ce qui, dans les rapports entre les sexes ou même, si on veut, dans les rapports dits « genrés », résiste au changement quantitatif ou qualitatif, résiste au temps? Ce qui ne relève pas de l'inégalité, de la discrimination, de l'injustice ou même de la mauvaise volonté. Ce qui, objectivement, s'appuie sur la division et la reproduit. La force, le pouvoir, la contrainte sous différentes formes, surtout les moins visibles, présumées naturelles, profondément intériorisées et prises dans la trame même des rapports sociaux. Si les études féministes se concentrent sur les épiphénomènes, elles n'auront pas de prise sur ce noyau dur et elles n'auront pas d'impact sur le développement du mouvement. En donnant la priorité à l'institutionnalisation et au financement de la recherche, de même qu'en collaborant stratégiquement avec différentes instances du pouvoir, les chercheuses féministes n'ont-elles pas négligé la lutte aussi bien que la résistance? Lutte et résistance sont pourtant à l'origine et au fondement de leur démarche. Il s'imposerait dès lors, comme l'écrit Diane Lamoureux, « de renouer, sans s'y confiner, avec une culture politique de la rébellion⁷ », aussi bien dans la recherche que dans l'action.

Nicole Laurin*

NOTES

1. Ce texte est la version remaniée de trois conférences : la première a été présentée au colloque du Département d'histoire de l'UQAM, *En hommage à Nadia Fahmy-Eid*, le 30 novembre 2001; la seconde, à la séance plénière du Colloque international des recherches féministes francophones, à l'Université de Toulouse-le-Mirail, du 17 au 22 septembre 2002; et la troisième, à la table ronde *Sociologie et valeurs*, du Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, à l'Université McGill, du 23 au 25 octobre 2003.

* Nicole Laurin est professeure honoraire au Département de sociologie de l'Université de Montréal. Elle est l'auteure de travaux sur les femmes et le mouvement des femmes.

2. [Nicole Laurin-Frenette, « Présentation : Les femmes dans la sociologie », *Sociologie et sociétés*, vol. 13, n° 2, 1981, p. 6.](#)

3. [Micheline Dumont, *Découvrir la mémoire des femmes. Une historienne face à l'histoire des femmes*,](#)

Montréal, Les éditions du Remue-ménage, 2001, p. 124.

4. Françoise Collin, « Compte rendu de Huguette Dagenais, *Pluralité et convergences. La recherche féministe dans la francophonie* », *Recherches féministes*, vol. 13, n° 2, 2000, p. 148.

5. Pour une analyse plus exhaustive de la régulation des femmes, on peut se référer aux textes suivants : Nicole Laurin, « Négocier l'impossible. Du féminisme actuel au Québec et au Canada » (*in* : *Cahiers du CEDREF*, n° 6 : *Politique et recherches féministes, regards croisés : Brésil, Québec, France*, Université de Paris 7 – Denis Diderot, 1996-1997); et Diane Lamoureux, *L'amère patrie. Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain* (Montréal, éd. du Remue-ménage, 2001).

6. Jean-Marc Lévy-Leblond, « La connaissance physique a-t-elle des limites? », *Université de tous les savoirs. La physique et les éléments*, vol. 16, Paris, Odile Jacob, 2002, p. 9-14.

7. D. Lamoureux, *op. cit.*, p. 179.